

La Chambre en ligne

52e législature



du 18/01/2010 au 22/01/2010

84

Présidence

LUNDI, 21 DÉCEMBRE 2009

RÉPUBLIQUE D'INDE

Le 21 décembre 2009, Monsieur Patrick Dewael, président de la Chambre des Représentants a rencontré Son Excellence Monsieur Jaimini Bhagwati, ambassadeur de la République d'Inde à Bruxelles.

L'entretien a essentiellement porté sur les points suivants :

- Les relations bilatérales entre la Belgique et l'Inde que Monsieur Bhagwati qualifie d'excellentes. Il se dit ravi de la visite d'état en Inde qu'effectuèrent le roi Albert II et la reine Paola en novembre 2008. Il se réjouit du nombre croissant d'étudiants indiens qui entreprennent des études en Belgique.
- Il estime toutefois que les relations parlementaires devraient être dynamisées et invite Monsieur Dewael à effectuer un voyage en Inde à la tête d'une délégation de la Chambre des Représentants.
- La situation économique en Inde. L'Ambassadeur souligne que l'économie a été fortement affectée par la baisse de la demande des produits à l'exportation. Le secteur bancaire a toutefois échappé à la crise car les banques indiennes sont traditionnellement gérées de manière plutôt conservatrice.
- Selon l'Ambassadeur, le problème majeur de l'Inde est la pauvreté. Il insiste sur l'importance du développement durable en vue de combattre la mortalité infantile et l'analphabétisme et d'augmenter l'espérance de vie.
- La stabilité dans la région est une des clés pour parvenir à la croissance économique. Il signale que l'Inde a aussi encore beaucoup à faire en ce qui concerne l'aménagement des infrastructures, notamment routières.
- La présidence belge de l'Union européenne.



Présidence

LUNDI 21 DÉCEMBRE 2009

ROYAUME UNI

Le 21 décembre 2009, Monsieur Patrick Dewael, président de la Chambre des Représentants a rencontré Son Excellence Madame Rachel Aron, ambassadeur du Royaume-Uni à Bruxelles.

L'entretien a essentiellement porté sur les points suivants :

- La situation politique en Belgique et les réformes institutionnelles.
- Le retour de M. le premier ministre Yves Leterme à la tête du gouvernement fédéral.
- Madame l'Ambassadeur estime que la Belgique a pris une décision sage en chargeant Monsieur Jean-Luc Dehaene du dossier institutionnel et BHV.
- Le Président de la Chambre souligne que la Belgique ne peut se permettre une crise politique à l'avant-veille de la Présidence belge de l'Union européenne mais juge toutefois qu'une solution doit être trouvée.
- La nomination de Monsieur Herman Van Rompuy en tant que Président du Conseil européen. Bien que persuadée que Tony Blair eut été un excellent président, Madame Aron constate que Monsieur Van Rompuy a impressionné beaucoup de monde en peu de temps.
- La nomination de Monsieur Karel De Gucht en tant que Commissaire européen pour le commerce.
- La présidence belge de l'Union européenne.
- La situation économique et financière.



Commissions

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ LUNDI 18 JANVIER 2010

1. Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'évaluation de la dernière grève à la SNCB" (n° 17091).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

2. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la dégradation des conditions de transport ferroviaire dans la région du Centre du Hainaut" (n° 17166).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

3. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les conséquences en matière de stationnement, en cas d'incidents entre deux gares" (n° 17167).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les problèmes récurrents rencontrés sur les lignes 108 et 161 (Binche-La Louvière-Bruxelles-Ottignies-Louvain-la-Neuve)" (n° 17221).

- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'enquête menée par la SNCB sur les retards rencontrés sur les lignes 108 et 161" (n° 18167).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "une erreur de traduction dans une communication au personnel néerlandophone de La Poste à propos d'un citytrip à Istanbul" (n° 17269).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la brochure PENSOC" (n° 17270).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

7. Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’exploitation du réseau RER et le risque de saturation du réseau” (n° 17305).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la réalisation de murs antibruit le long des voies de chemin de fer” (n° 17372).

- Question de Mme Ine Somers au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “les nuisances sonores dues au trafic ferroviaire” (n° 17835).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le plan hiver de la SNCB” (n° 18105).

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “une mesure destinée à compenser les inconvénients subis par les titulaires d’abonnements à la suite des intempéries hivernales et à attirer vers le transport ferroviaire un nombre accru d’automobilistes” (n° 18319).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “la suppression de trains dans le Limbourg” (n° 17487).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les liaisons ferroviaires entre le Limbourg et Bruxelles” (n° 18423).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le projet PIDAAS” (n° 17429).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’impuissance des contrôleurs de la SNCB face aux resquilleurs” (n° 17434).

- Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la lutte contre les resquilleurs” (n° 17456).

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le pouvoir de contrôle des accompagnateurs de trains” (n° 17554).

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la lutte contre le resquillage” (n° 17731).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’instauration des aides-facteurs” (n° 17435).

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les aides-facteurs” (n° 17493).

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les aides-facteurs” (n° 17572).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes de stationnement à la gare d’Essene-Lombeek” (n° 17496).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le service de trains sur la liaison Hasselt-Bruxelles” (n° 17498).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la suppression des trains directs entre Malines et Etterbeek” (n° 17734).

- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les conséquences des nouveaux horaires de trains” (n° 17735).

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les nouveaux horaires de la SNCB” (n° 17830).

- Question de M. Paul Vanhie à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la desserte des campus de la VUB” (n° 17871).

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les nouveaux horaires de la SNCB” (n° 17874).

- Question de M. Bruno Stevenheydens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les nouveaux horaires de la SNCB” (n° 17882).

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les nouveaux horaires de la SNCB” (n° 17883).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

17. Interpellation de Mme Juliette Boulet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident survenu à Mons la nuit de jeudi à vendredi 20 novembre 2009” (n° 399).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par Mme Juliette Boulet.

- Une motion pure et simple a été déposée par M. Jef Van den Bergh, Mme Ine Somers et M. Michel Doomst.

18. Question de Mme Juliette Boulet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la réparation du viaduc de Saint-Ghislain” (n° 17636).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

19. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la publicité dans les trains” (n° 17694).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

20. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le plan d’action contre le suicide” (n° 17696).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

21. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le light rail” (n° 17697).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

22. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le projet Railease” (n° 17698).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

23. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la carte d’identité utilisée comme billet de train” (n° 17699).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

24. Questions jointes :

- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les horaires de la SNCB” (n° 17879).

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les correspondances à la SNCB” (n° 18428).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

25. Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la patinoire installée à la gare des Guillemins de Liège” (n° 17790).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

La politique de communication du groupe SNCB.

Audition de :

- M. Marc Descheemaeker (SNCB);

- M. Luc Lallemand (Infrabel);

- M. Jannie Haek (NMBS-Holding).

- Exposé introductif de MM. Marc De Scheemaeker, Luc Lallemand et Jannie Haek.

- Ont posé des questions et formulé des remarques : MM. François Bellot, Mme Linda Musin, MM. Jef Van den Bergh, David Geerts et David Lavaux.

Prochaine réunion : lundi 25 janvier 2010.

Groupe de travail “Fonds de survie”

GROUPE DE TRAVAIL “FONDS BELGE DE SURVIE”

Président : M. Patrick Moriau

➤ **LUNDI 18 JANVIER 2010**

1. Rapport d'activités 2008.
2. La nouvelle loi sur le “Fonds belge de sécurité nucléaire”.
3. Projet d'arrêté d'exécution.
4. Projet de nouvelle note stratégique.
5. Mécanisme pour la sélection des pays.

- MM. Provot, Baert et Standaert de la DGCD ont donné un exposé et ont répondu aux questions des membres.

Commission spéciale de suivi “Crise financière et bancaire”

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Présidents : M. Joseph George

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

1. Rapport de la réunion du Bureau du 7 janvier 2010.
2. Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n° 2336/1.
 - Echange de vues (cf. les recommandations de la commission spéciale).
3. Méthode de travail quant aux projets de loi à déposer par le gouvernement.
4. Ordre des travaux - Préparation de la réunion du 2 février 2010 : échange de vues avec le premier ministre ou son représentant sur les recommandations de la commission spéciale chargée d'examiner la crise financière et bancaire.
 - Exposé de M. George.
 - Ont pris part à la discussion : Mme Lalieux (Ch.), MM. Duchâtelet (S), Daras (S), Hamal (Ch.), Mme Vienne (S), MM. Crombez (S), Delpérée (S), George (Ch.), Vandenberghe (S), Van de Velde (Ch.) et Van der Maelen (Ch.).

Prochaine réunion : lundi 1^{er} février 2010.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

1. Projets de loi joints :

- Projet de loi sur les services, n° 2338/1.
- Projet de loi sur les services concernant certains aspects juridiques visés à l'article 77 de la Constitution, n° 2339/1.

- Rapporteur : Mme Liesbeth Van der Auwera.
- La discussion générale ainsi que la discussion des articles a été clôturée.
- Des amendements ont été déposés par M. Ronny Balcaen.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les deux projets de loi ont été successivement adoptés par 10 voix contre 3 et 11 voix contre 2 moyennant un nombre de corrections techniques d'ordre légistique.

2. Proposition de loi (Katrien Partyka, Willem-Frederik Schiltz, Joseph George) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations en ce qui concerne les tarifs de transit, n° 2282/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Karine Lalieux).

- La discussion générale a été clôturée.
- Des amendements ont été déposés par Mme. Karine Lalieux et consorts, M. Willem-Frederik Schiltz et consorts et Mme Tinne Van der Straeten et consorts.
- La discussion des articles est clôturée.
- Les amendements n°s 2 et 5 ont été retirés.
- Les amendements n°s 1, 3, 6 et 7, ainsi que les articles modifiés, ont été adoptés.
- Conformément à l'article 82.1 du Règlement de la Chambre, le vote final a été reporté au mardi 26 janvier à 14h15.
- Une note de législation technique sera demandée au service juridique.

3. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "les médiateurs de dette collective" (n° 17718).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tarifs d'injection relatifs à l'électricité verte" (n° 18317).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la participation dans un réseau haute tension allemand" (n° 18377).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les provisions nucléaires" (n° 18381).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "un 'supergrid' européen pour l'énergie renouvelable" (n° 18386).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

8. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une ouverture de crédit pour financer l'achat de mazout" (n° 18431).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le paiement échelonné des factures de mazout" (n° 18432).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le médiateur fédéral de l'énergie" (n° 18439).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les problèmes de facturation dont ont été victimes 125 000 consommateurs bruxellois" (n° 18444).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la part détenue par GDF-Suez dans le capital de Fluxys" (n° 18450).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "GDF Suez qui ne respecterait pas la loi du 8 décembre 2009 » (n° 18509).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le tarif social et son application pour les personnes handicapées" (n° 18453).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la zone off-shore en mer du Nord et les arrêtés ministériels pour concessions" (n° 18481).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Projet de loi et propositions joints :

- Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, n° 2340/1.
- Proposition de résolution (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Alain Mathot) visant à encadrer l'éventuelle autorisation de vente conjointe, n° 1670/1.
- Proposition de loi (Sofie Staelraeve, Willem-Frederik Schiltz) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne les ventes conclues en dehors de l'entreprise du vendeur, n° 665/1.
- Proposition de loi (Herman De Croo, Carina Van Cauter, Geert Versnick) modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur en ce qui concerne l'application d'un supplément pour risques liés à certains produits et services, n° 673/1.
- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les bons de valeur, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n° 1021/1.
- Proposition de loi (Ludo Van Campenhout, Maya Detiège, Willem-Frederik Schiltz) modifiant, en ce qui concerne les tarifs de stationnement, la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, n°s 1315/1 et 2.
(Continuation). (Rapporteurs : Mmes Karine Lalieux et Liesbeth Van der Auwera).

- Exposé général par les auteurs des proposition de loi jointes:
- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : M. Georges, Mme Plasman, M. Balcaen, Mmes Lalieux et Van der Auwera
- Ont répondu : le ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le ministre du Climat et de l'Energie et le ministre des PME, des indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique ont répondu.

2. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les cotisations que la SABAM réclame au secteur non-marchand" (n° 18020).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la vente de feux d'artifice aux particuliers" (n° 18243).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'harmonisation de la législation relative aux feux d'artifice destinés aux spectacles pyrotechniques" (n° 18244).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le crédit automobile" (n° 18251).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 26 janvier 2010.

Président : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

1. Ordre des travaux :

- Proposition de loi n° 493/1.
- Divers.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

2. Proposition de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1517/1 à 4.
Amendements de M. Terwingen, Mmes Déom, Lahaye-Battheu et Nyssens.
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1706/1 et 2.
Amendements de Mme Lahaye-Battheu.

Rapport fait au nom de la sous-commission "Droit de la famille" par Mme Marie-Christine Marghem.

- Les propositions de loi jointes ont été renvoyées à la sous-commission « Droit de la famille ».

3. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter, Josy Arens) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 1511/1 à 4.
Amendements de Mmes Nyssens, Marghem, Lahaye-Battheu et M. Terwingen.
- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle en cas de divorce, n° 1716/1.

Rapport fait au nom de la sous-commission "Droit de la famille" par Mme Valérie Déom.

- Les propositions de loi jointes ont été renvoyées à la sous-commission « Droit de la famille ».

4. Proposition de loi (Patrick Dewael) modifiant la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire en ce qui concerne le contrôle exercé par la Cour des comptes, n° 1812/1.

- Rapporteur : Mme Mia De Schamphelaere.

- Exposé de Mme Hilde Vautmans.

- La discussion a eu lieu.

- L'ensemble de la proposition de loi a été adopté sans modifications par 10 voix et 2 abstentions.

5. Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Stefaan Van Hecke, Fouad Lahssaini) instaurant une procédure de règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire et modifiant l'article 259bis-15 du Code judiciaire, en vue d'instituer le Conseil supérieur de la Justice comme instance de recours et médiateur de justice, n° 634/1.

- La discussion a été poursuivie.

6. Proposition de loi (Raf Terwingen) abrogeant l'article 41 du Code civil, n° 1755/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).

- Rapporteur : Mme Carina Van Cauter.

- Exposé de M. Raf Terwingen.

- La discussion a eu lieu.

- Un amendement a été déposé par M. Raf Terwingen.

- L'amendement a été adopté.

- Par dérogation à l'article 82.1 du Règlement de la Chambre, l'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée, a été adoptée à l'unanimité.

7. Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Marie-Christine Marghem, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la signification en matière pénale, n°s 1211/1 à 3.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.

- Exposé de Mme Sabien Lahaye-Battheu.

- La discussion générale a eu lieu.

- Des amendements ont été déposés par Mme De Schamphelaere et consorts.

8. Proposition de loi (Olivier Maingain, Marie-Christine Marghem) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la désignation de magistrats admis à la retraite en tant que magistrats suppléants, n° 270/1.

- Rapporteur : M. Olivier Hamal.

- Exposé de M. Eric Libert.

- La discussion a eu lieu.

- L'ensemble de la proposition de loi a été adopté à 9 voix contre 3 sans modifications.

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Exposé du ministre de la Justice sur la conservation des données (Directive 2006/24/CE).

- Rapporteurs : M. Renaat Landuyt (Ch.) et M. Tony Van Parys (S).

- Exposé du ministre.

2. Examen des rapports d'activités concernant la prorogation des chambres supplémentaires des cours d'appel (art. 106bis et 340, § 3, du Code judiciaire). (Désignation du rapporteur). (Discussion et votes).

- Rapporteurs : Mme Sabien Lahays-Battheu (Ch.) et M. Jef Van den Bergh (S).

- Les premiers présidents des Cours d'appel ont été entendus.

- Un échange de vues a eu lieu.

3. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le repos compensatoire des agents secrets de la Sûreté de l’État” (n° 18057).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la prison de Tilburg” (n° 18253).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l’absence d’intérêt des détenus pour la prison de Tilburg” (n° 18267).

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “le transfert de détenus belges vers la prison de Tilburg” (n° 18415).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur “la diminution de l’usage des mesures alternatives mises à disposition des magistrats de la jeunesse” (n° 18257).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la banque de données générale nationale (BNG)” (n° 18295).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “les honoraires ‘pro deo’ des avocats” (n° 18305).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la rémunération des avocats de l’aide juridique de deuxième ligne” (n° 18559).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “le port du voile dans les cours de justice” (n° 18306).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les problèmes au sein du corps de sécurité du Palais de Justice de Bruxelles” (n° 18325).

- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “l’absence de coordination entre le pouvoir judiciaire, le corps des agents de sécurité et la direction des établissements pénitentiaires” (n° 18522).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur “la circulaire des procureurs généraux qui traite de la détention d’armes” (n° 18328).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur “le fonctionnement interne du Conseil consultatif des armes” (n° 18329).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “le régime de la caution locative” (n° 18343).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de M. Luc Gustin au ministre de la Justice sur “l’obtention d’un corps de sécurité dans le cadre du transfèrement des détenus de l’établissement pénitentiaire de Marneffe” (n° 18361).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “la suppression envisagée d’huissiers et d’huissiers d’audience” (n° 18363).

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la limitation de la suppression des fonctions d’huissiers d’audience” (n° 18385).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “les huissiers d’audience dans les tribunaux de police” (n° 18400).

- Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur “la limitation des prestations des huissiers audienciers suite à la circulaire n° 154” (n° 18479).

- Question de M. Eric Libert au ministre de la Justice “les économies imposées à la Justice” (n° 18528).

- Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “les huissiers d’audience” (n° 18585).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la grève en front commun dans les prisons du 21 au 23 janvier” (n° 18368).

- Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “la sécurité dans les prisons et le malaise des gardiens” (n° 18527).

- Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Justice sur “la situation à la prison d’Andenne” (n° 18567).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le refus du bourgmestre d’Andenne d’envoyer la police à la prison” (n° 18574).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “l’adjudication de l’achat de matériel destiné à la réalisation de tests de salive lors de contrôles routiers” (n° 18371).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les budgets de l’expertise judiciaire” (n° 18401).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur "le plan de détention individuel" (n° 18409).
- Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur "la mise en oeuvre du plan individuel de détention" (n° 18543).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'envoi de plis judiciaires dans le cadre de la procédure de règlement collectif de dettes" (n° 18417).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine séance : mardi 26 janvier 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

Projets de loi joints:

- Projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (I), n° 2240/1.
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (II), n° 2241/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Josée Lejeune, Valérie De Bue) visant à indemniser les patients victimes de contamination par le virus vih à la suite d'un accident transfusionnel ayant eu lieu en Belgique avant le 1er août 1985, n° 861/1.
- Proposition de loi (Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Catherine Fonck) relative à l'indemnisation des victimes de l'hépatite C et à l'établissement d'un plan fédéral de lutte contre l'hépatite C, n°s 1754/1 à 3.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon).

- La commission a décidé de joindre également la proposition de loi n° 2327.
- La discussion générale a eu lieu.
- Un amendement n° 1 a été déposé par Mme Sarah Smeyers.

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Projet de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 2238/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Wouter De Vriendt, Tinne Van der Straeten, Georges Gilkinet, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Zoé Genot) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 180/1.
- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne la vision à long terme, n° 1655/1.

- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, n° 1656/1.
(Continuation) (Rapporteur : Mme Catherine Fonck).

- La discussion générale a été clôturée.
- La discussion des articles a été entamée.
- Des amendements ont été déposés au projet de loi n° 2240 par Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers et consorts, Mme Catherine Fonck et consorts, M. Jean Cornil et consorts et Mme Rita De Bont et consorts.
- Un amendement a été déposé à la proposition de loi n° 1656 par Mme Nathalie Muylle et consorts.

2. Proposition de loi (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Zoé Genot, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Philippe Henry) sur la publicité, l'information et la vente des pesticides et biocides aux particuliers, n° 1209/1.

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.
- La discussion générale a été entamée.

3. Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans, Yolande Avontroodt, Carina Van Cauter, Geert Versnick) relative à l'établissement d'un plan global de prévention et de lutte en matière d'obésité, n° 481/1.

4. Proposition de résolution (Jacques Otlet, Carine Lecomte) visant à favoriser une approche curative interdisciplinaire des problèmes de surcharge pondérale chez l'enfant et d'obésité chez l'adulte, ainsi que des risques y afférents, n°s 1220/1 à 3.

- Rapporteur : Mme Isabelle Tasiaux-De Neys.
- La discussion générale a été entamée.
- Les propositions de résolution n°s 481 et 1220 seront traitées ensemble.

5. Proposition de résolution (Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans, Valérie Déom, Bruno Tobback, Nathalie Muylle, Meyrem Almaci, Josée Lejeune) visant à accroître la transparence de l'expérimentation animale, n° 1379/1.

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.
- La discussion générale a été entamée.

Prochaine séance : mardi 26 janvier 2010.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

Mission en Colombie d'une délégation de la commission (30.09.09 - 04.10.09) : présentation du rapport de MM. Bruno Tuybens et Olivier Destrebecq et discussion des conclusions.

- La discussion a eu lieu.

Mondialisation

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

Président : M. Dirk Van der Maelen

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

"Les aspects mondiaux de la crise financière."

Échange de vues avec M. Jan Cerfontaine, Président du Conseil d'administration du groupe de Bancassurance Argenta.

Prochaine réunion : mardi 26 janvier 2010.

Groupe de travail "Professions cliniques"

GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L'EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXOLOGIE CLINIQUE, L'ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.
- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Marie-Martine Schyns, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n°s 1357/1 et 2.
- Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l'exercice de la psychothérapie, n° 1604/1.

(Continuation) (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).

Suite de la discussion sur la psychologie clinique.

Discussion sur l'orthopédagogie clinique (qualifications, reconnaissance, dispositions transitoires).

Auditions :

- M. Guislain Magerotte (Université de Mons-Hainaut).
- Mme Ilse Noens (KU Leuven).

- La discussion a été poursuivie.
- La discussion concernant l'orthopédagogie clinique a été entamée.
- Les auditions ont eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 2 février 2010.

Droit commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n°s 2336/1 et 2.

Amendements de M. De Potter et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprise cotées en bourse, n°s 294/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n° 1291/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n°s 1292/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Bruno Tobback) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n°s 1293/1 à 3. Amendement de M. Tuybens.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n° 1294/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n° 1300/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n° 1297/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n° 1298/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n°s 1299/1 et 2.
- Proposition de loi (Stefaan Van Hecke) visant à supprimer les parachutes dorés et à encadrer la rémunération des dirigeants, n°s 1474/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant, en ce qui concerne les options sur actions, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n° 1501/1.
- Proposition de loi (Valérie Déom, Thierry Giet, André Perpète, Guy Coëme, Karine Lalieux) modifiant le Code des sociétés et la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses et visant une meilleure gouvernance des entreprises, n°s 1805/1 et 2.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, David Clarinval, Carine Lecomte, Katrin Jadin) modifiant le Code des sociétés pour instaurer le comité de rémunération et encadrer l'octroi de bonus et d'indemnités de départ pour les dirigeants d'entreprises et modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n°s 1914/1 et 2. (Continuation). (Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et Olivier Hamal).

- La discussion générale a été poursuivie
- Sont intervenus : le ministre de la Justice, MM. Peter Logghe, Bruno Tuybens, Jenne De Potter et Mmes Muriel Gerken et Barbara Pas.
- Des amendements ont été introduits par M. Jenne De Potter et consorts, Mme Barbara Pas et consorts, Mme Muriel Gerken et consorts et M. Bruno Tuybens et consorts.
- La discussion générale est clôturée.

Prochaine réunion : mercredi 27 janvier 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 19 JANVIER 2010**

1. Question de M. André Perpète à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les frais de déplacement des travailleurs frontaliers" (n°s 17032 et 17604).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

2. Question de M. Ben Weyts à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'application de la législation linguistique dans le cadre de l'administration des indemnités de chômage" (n° 17055).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les possibilités de travail intérimaire comme tremplin vers un emploi stable" (n°s 17065 et 17106).

- Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la réforme du travail intérimaire" (n° 17183).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

4. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le port de signes religieux par des fonctionnaires ou des agents contractuels" (n° 17115).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la lutte contre l'excision" (n° 17130).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'application de la notion de genre dans les budgets publics" (n° 17165).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'évolution des charges administratives du SPF Emploi" (n° 17184).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les licenciements chez MD Verre" (n° 17309).

- Question de M. Eric Thiébaud à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le licenciement prévu de 89 travailleurs au sein de l'entreprise MD Verre située à Ghlin" (n° 17330).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Interpellation de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "les sanctions prises à l'encontre des chômeurs et le poids que celles-ci font peser sur les CPAS" (n° 398).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances a répondu.

- Une première motion a été déposée par Zoé Genot.

- Une deuxième motion a été déposée par Mme Isabelle Tasiaux-De Neys et consorts.

10. Question de Mme Mia De Schamphelaere à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accès au marché du travail pour les partenaires de personnes régularisées pour raisons médicales" (n° 17361).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'instauration de la règle des 11 heures dans l'art infirmier" (n° 17413).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

12. Question de Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'ouverture dominicale de magasins spécialisés" (n° 17424).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

13. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le non-suivi des demandes de création de SIPPT par les communes" (n° 17446).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

14. Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'inefficacité de l'éco-chèque" (n° 17512).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

15. Question de M. André Perpète à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nombre d'emplois, occupés par des travailleurs belges, perdus lors de la crise économique au Grand-Duché de Luxembourg" (n° 17603).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

16. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "de nouvelles statistiques relatives aux discriminations dont sont victimes les étrangers dans notre pays" (n° 17794).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

17. Question de Mme Françoise Colinia à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation des entreprises de travail adapté" (n° 17861).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

18. Question de M. Kristof Waterschoot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'indemnité de préavis complémentaire pour les ouvriers" (n° 17899).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

19. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les titres-services sociaux" (n° 17916).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la révision annoncée par la ministre du système d'accompagnement des chômeurs" (n° 18242).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'activation" (n° 18288).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le plan d'accompagnement pour les chômeurs de l'ONEM" (n° 18376).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

21. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la dimension de genre dans le budget" (n° 18473).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

Projets de loi portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I et II), n°s 2292/1 et 2 et 2293/1 et 2. (Continuation et votes). (Rapporteur : Mme Katrien Partyka).

Amendements de M. Mayeur et consorts et de Mme Smeyers.

- La discussion des articles a eu lieu.

- Des amendements ont été déposés par M. Gilkinet et Mme Fonck et consorts.

- Discussion des articles.

- Les amendements 33 et 34 ont été retirés.

- L'amendement n° 5 a été corrigé.

- Les amendements n°s 39, 1 à 11 et 41 ont été adoptés (projet n° 2292).
- Les amendements n°s 1 à 3 ont été adoptés (projet n° 2293).
- Les articles ont été adoptés.
- Le projet de loi n° 2292, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.
- Le projet de loi n° 2293, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 26 janvier 2010.

Comité parlementaire "Suivi législatif"

COMITÉ PARLEMENTAIRE CHARGÉ DU SUIVI LÉGISLATIF

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Prochaine réunion : mercredi 3 février 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Echange de vues avec le commissaire du gouvernement chargé de l'audit interne de l'administration fédérale.

- Après un exposé, le commissaire du gouvernement a répondu aux questions de MM. Hendrik Daems, Hagen Goyvaerts, Kristof Waterschoot, Luk Van Biesen, Ludo Van Campenhout et Jenne De Potter.

2. Question de M. Ben Weyts au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique en matière d'intégrité" (n° 17052).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2004 et l'année antérieure 2002, n° 2300/1.

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2005, n° 2301/1.

- Rapporteur : M. Hendrik Daems.
- Exposé du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.
- Les articles 1^{er} à 5 du projet de loi n° 2300/1 ont été successivement adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, y compris les corrections d'ordre légistique, a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

- Les articles 1^{er} à 4 du projet de loi n° 2301/1 ont été successivement adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, y compris les corrections d'ordre légistique, a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

4. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les saisies réalisées sur les médicaments de contrefaçon” (n° 17039).

5. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les bénéfiques engrangés par les entreprises les plus importantes” (n° 17629).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la corruption au sein de la Régie des Bâtiments” (n° 17901).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les sélections de postulants aux emplois dans la classe A3 et A4 au sein du SPF Finances” (n° 17927).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur “la vente de biens immobiliers sans plan de mesurage” (n° 17953).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “de nouvelles difficultés de financement pour les banques belges” (n° 17954).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les assurances hospitalisation” (n° 18053).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déductibilité des amendes infligées dans les affaires de concurrence” (n° 18122).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les paiements au noir dans les clubs de football provinciaux” (n° 18154).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le retard pris dans la transposition et l’application des directives européennes” (n° 18155).

14. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le fonds de garantie pour les assurances-vie” (n° 18220).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la prime octroyée pour les initiatives privées en matière d’accueil de la petite enfance” (n° 18297).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le problème des ASBL qui ne clôturent leurs comptes en fonction de l’année calendrier” (n° 18298).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la procédure concernant la justification des dépenses effectuées par les volontaires” (n° 18299).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de Mme Martine De Maght au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’abaissement de la TVA dans l’horeca” (n° 18348).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’accès accordé à la documentation patrimoniale aux géomètres-experts reconnus” (n° 18354).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la nouvelle convention préventive de double imposition entre la Belgique et le Maroc” (n° 18500).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “un rapport de Morgan Stanley évoquant l’acquisition par BNP Paribas de Fortis “pour rien”” (n° 18501).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les additionnels communaux au capital de la pension” (n° 18511).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 27 janvier 2010.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Projet de loi modifiant la partie XII de l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par la loi-programme du 30 décembre 2001 - Transmis par le Sénat, n° 2271/1.

Proposition de loi jointe :

Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Thierry Giet, André Frédéric, Kattrin Jadin, Josy Arens, Ludwig Vandenhove) modifiant la partie XII de l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, ns° 2068/1 et 2.

- Rapporteur : M. Josy Arens.

- Exposé introductif de la ministre de l’Intérieur.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Sont intervenus : Mme Jadin et MM. Arens, Doomst, Lahssaini et Thiébaud.

- Les articles et l’ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés par 12 voix et une abstention

2. Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Patrick Dewael, Herman De Croo, André Frédéric, Ludwig Vandenhove, Stefaan Van Hecke, Servais Verherstraeten, Daniel Ducarme, Josy Arens) modifiant la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignements et de l’Organe de coordination pour l’analyse de la menace, n°s 2171/1 à 4.

Amendements de M. de Donnea et consorts.

- Rapporteur : M. Michel Doomst.

- Exposé introductif de l’auteur principal de la proposition de loi.

- La discussion a eu lieu.

- Les articles et tous les amendements ont été successivement adoptés à l’unanimité.

- A l’unanimité, la commission a décidé de déroger à l’article 82 du Rgt et a procédé immédiatement au vote sur l’ensemble de la proposition de loi.

- L’ensemble de la proposition de loi ainsi amendée a été adopté à l’unanimité.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Hilâl Yalçın à la ministre de l'Intérieur sur "la reconnaissance comme calamité naturelle de la tempête de grêle qui a frappé la province du Limbourg" (n° 17540).
- Question de Mme Hilde Vautmans à la ministre de l'Intérieur sur "les tempêtes de grêle qui ont frappé le Limbourg" (n° 18535).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "le braquage de pharmacies" (n° 17929).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Ludo Van Campenhout à la ministre de l'Intérieur sur "le match de football Boussu-Dour - Antwerp" (n° 17933).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de Mme Muriel Gerken à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité des réacteurs nucléaires de Tihange 1 et 2" (n° 17934).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "l'instauration de 'couvre-feux' par les communes" (n° 17989).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "le Fonds des maladies professionnelles" (n° 18005).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la pondération des membres du personnel CALOG niveau A" (n° 18072).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les logements des ex-gendarmes" (n° 18073).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme des services d'incendie" (n° 18075).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "le nombre d'inspections au sein des services d'incendie" (n° 18076).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le rapport d'intervention" (n° 18079).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les coûts engendrés par les déploiements de la cavalerie" (n° 18101).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de Mme Muriel Gerken à la ministre de l'Intérieur sur "les incidents nucléaires en 2009" (n° 18230).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place d'une Banque-carrefour des informations aéronautiques" (n° 18292).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les distinctions honorifiques pour les policiers" (n° 18294).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de M. Fouad Lahssaini à la ministre de l'Intérieur sur "l'impact sur les zones de police de l'implantation de nouvelles prisons" (n° 18304).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le projet de recherche 'Multiple Community Policing'" (n° 18312).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le cahier des normes" (n° 18313).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la création d'un centre de connaissance et d'expertise" (n° 18314).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité dans les maisons de repos" (n° 18315).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les commissariats européens" (n° 18316).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "l'abaissement de l'âge minimum au-delà duquel on peut être sanctionné pour incivilités" (n° 18447).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Luc Gustin à la ministre de l'Intérieur sur "le renfort d'effectifs du corps d'intervention dans le cadre du transfèrement des détenus de l'établissement pénitentiaire de Marneffe" (n° 18360).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "police-on-web" (n° 18373).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. David Lavaux à la ministre de l'Intérieur sur "les coûts engendrés par l'obligation pour les citoyens d'enlever les paratonnerres radioactifs" (n° 18407).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la fermeture du SRI de Hamoir et l'absence de mécanisme de financement des SRI en province de Liège" (n° 18456).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'augmentation du nombre de demandes d'asile" (n° 17689).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

30. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'immigration dans le but de contracter un mariage" (n° 17765).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

31. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les résultats de la concertation relative aux migrants en transit" (n° 18137).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

32. Question de M. Éric Jadot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le décès d'un détenu survenu le 4 janvier 2010 au sein du centre fermé de Vottem" (n° 18147).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

33. Question de M. Robert Van de Velde au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la situation en matière de CPAS et d'asile" (n° 18365).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

34. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la reconnaissance de la qualité de réfugié" (n° 18383).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 27 janvier 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Le plan de Transformation, état d'avancement - Explication par le ministre de la Défense.

Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les voix discordantes au sein du gouvernement sur le plan de restructuration de la Défense" (n° 18142).
- Question de M. David Geerts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le plan de réforme de la Défense" (n° 18216).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "le maintien du 1er Para à Diest" (n° 18443).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "le groupe de suivi 'Défense'" (n° 18239).
- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "les aménagements du plan de réforme" (n° 18463).

- Le ministre de la Défense a répondu.

- Sont intervenus : M. Flahaut, Mme Vautmans, M. De Vriendt, Mme Wiaux, MM. Sevenhans, Denis Ducarme, Collard et Libert.

2. Répliques aux questions jointes n°s 18045, 18051, 18087, 18168, 18169, 18174, 18175, 18189, 18279, 18331 et 18339 (reportées lors de la réunion du 13 janvier 2010).

3. Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de la Défense sur “les charges administratives pour les citoyens” (n° 17740).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’indemnité de repas à l’étranger” (n° 18030).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Éric Libert au ministre de la Défense sur “la répartition linguistique du personnel dans l’élaboration du Plan de Réforme de la Défense” (n° 18061).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “les connaissances linguistiques des officiers de l’armée et l’impact sur les possibilités de carrière et le prétendu ‘déséquilibre linguistique’” (n° 18340).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “le maintien du 1er Para à Diest” (n° 18443).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 3 février 2010.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION “DROIT DE LA FAMILLE”

Président : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1517/1 à 4.

Amendements de M. Terwingen, Mmes Déom, Lahaye-Battheu et Nyssens.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1706/1 et 2.

Amendements de Mme Lahaye-Battheu.

Rapport fait au nom de la sous-commission “Droit de la famille” par Mme Marie-Christine Marghem.

- Mme Clotilde Nyssens a déposé des amendements.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter, Josy Arens) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 1511/1 à 4.

Amendements de Mmes Nyssens, Marghem, Lahaye-Battheu et M. Terwingen.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle en cas de divorce, n° 1716/1.

Rapport fait au nom de la sous-commission "Droit de la famille" par Mme Valérie Déom.

- Rapporteur : Mme Cécile Déom.

- Exposé du secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales.

- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mercredi 27 janvier 2010.

Sous-commission "Sécurité nucléaire"

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Président : Mme Katrien Partyka

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

Actualisation des recommandations relatives à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire.

Discussion du document de travail.

- La discussion a été poursuivie.

Prochaine réunion : mercredi 10 février 2010.

Sous-commission "Cour des comptes"

SOUS-COMMISSION "COUR DES COMPTES" DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Luk Van Biesen

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

Examen du 166ème Cahier de la Cour des Comptes : ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : Mme Vanessa Matz

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

Exposé de M. Stefano Scarpetta, chef de la division de l'Analyse et des politiques d'emploi de l'OCDE, sur les conséquences de la crise financière et économique sur l'emploi dans la zone OCDE.

- Échange de vues.

- Audition du ministre turc des Affaires européennes.

- Échange de vues.

Règlement

COMMISSION SPÉCIALE DU RÈGLEMENT ET DE LA RÉFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Président : M. Patrick Dewael

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

1. Proposition (Zoé Genot, Stefaan Van Hecke, Juliette Boulet, Meyrem Almaci, Muriel Gerken, Fouad Lahssaini, Georges Gilkinet) visant à modifier l'article 11 du Règlement de la Chambre des représentants concernant la reconnaissance des groupes politiques, n° 314/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Hilde Vautmans)

- La discussion a été entamée.

- Sont intervenus : Mme Zoé Genot, M. Jean Marie Dedecker, Mme Hilde Vautmans, MM. Patrick Dewael, Daniel Bacquelaine, Renaat Landuyt, Servais Verherstraeten, Stefaan Van Hecke et Valérie Déom.

- Un amendement a été déposé par Mme Genot.

- L'amendement n° 1 a été rejeté par 7 voix contre 2.

- La proposition a été rejetée par 6 voix contre 2 et 1 abstention.

2. Proposition (Zoé Genot, Stefaan Van Hecke, Muriel Gerken, Juliette Boulet, Tinne Van der Straeten, Wouter De Vriendt, Georges Gilkinet, Philippe Henry, Meyrem Almaci) visant à modifier le Règlement de la Chambre des représentants en vue d'assurer le respect d'un Code de déontologie régissant les services fournis aux citoyens par les membres de la Chambre des représentants, n° 315/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Hilde Vautmans).

- La discussion a été poursuivie.

- Sont intervenus : Mme Zoé Genot, M. Jean Marie Dedecker, Mme Hilde Vautmans, MM. Patrick Dewael, Daniel Bacquelaine, Renaat Landuyt, Servais Verherstraeten, Stefaan Van Hecke, Christian Brotcorne et Valérie Déom.

- Un amendement a été déposé par Mme Genot.

- l'amendement n° 1 a été rejeté par 7 voix contre 2.

- La proposition a été rejetée par 7 voix contre 2.

3. Proposition (Bruno Stevenheydens) de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne les réponses aux questions écrites et orales, n° 465/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Hilde Vautmans).

- La discussion a été poursuivie.
- Sont intervenus : MM. Patrick Dewael et Servais Verherstraeten.
- Les articles 1 et 2 ont été rejetés à l'unanimité.
- La proposition a été rejetée à l'unanimité.

4. Proposition (Jan Mortelmans, Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Bert Schoofs) de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de supprimer la motion pure et simple, n° 561/1.

- Rapporteur : Mme Hilde Vautmans.
- La proposition a été rejetée à l'unanimité.

5. Proposition (Gerolf Annemans, Koen Bultinck, Rita De Bont) de modification de l'article 40 du Règlement de la Chambre des représentants en vue de limiter les vacances parlementaires à quatre semaines, n° 617/1.

- Rapporteur : Mme Hilde Vautmans.
- La proposition a été rejetée à l'unanimité.

6. Proposition (Hagen Goyvaerts, Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Bert Schoofs) de modification du Règlement de la Chambre des représentants relative à l'ordre dans les tribunes, n° 799/1.

- Rapporteur : Mme Hilde Vautmans.
- La proposition a été rejetée à l'unanimité.

7. Proposition (Filip De Man, Jan Mortelmans, Bert Schoofs) de modification du Règlement de la Chambre des représentants en vue de supprimer le Compte rendu analytique, n° 805/1.

- Rapporteur : Mme Hilde Vautmans.
- Les articles 1 à 9 ont été réjetés à l'unanimité.
- La proposition a été rejetée à l'unanimité.

8. Proposition (Hilde Vautmans, Daniel Bacquelaine, François Bellot, Georges Dallemagne, Patrick De Groot, Martine De Maght, Wouter De Vriendt, André Flahaut, Luc Goutry) de modification de l'article 75 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne le nombre de membres autorisés à signer une proposition, n° 1865/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Sont intervenus : Mme Hilde Vautmans et MM. Patrick Dewael et Daniel Bacquelaine.

Prochaine réunion : février 2010.

Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Présidents : MM. Geert Versnick et Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 20 JANVIER 2010**

Échange de vues avec S.E. M. Howard Gutman, ambassadeur des États-Unis, sur la politique étrangère.

- Sont intervenus : MM. Dirk Van der Maelen, Georges Dallemagne, Wouter De Vriendt, Gerald Kindermans, Luc Sevenhans et Mme Hilde Vautmans.

Séance plénière

➤ JEUDI 21 JANVIER 2010 APRÈS-MIDI (0137)

PROPOSITION DE LOI ET PROJET DE LOI

1. Proposition de loi (M. Luk Van Biesen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'ajouter les polders et wateringues aux personnes morales de droit public assujetties à l'impôt des personnes morales, n^{os} 521/1 à 4.

Cette proposition vise à assujettir les polders et wateringues à l'impôt des personnes morales de la même manière que les autres personnes morales de droit public.

La proposition de loi (n° 521) est adoptée par 132 voix et 5 abstentions

2. Projet de loi modifiant l'article 207bis du Code judiciaire, organisant l'accès des notaires à la fonction de conseiller suppléant au sein d'une cour d'appel, n^{os} 2078/1 à 4.

Le projet de loi (n° 2078) est adopté par 90 voix contre 46 et 1 abstention

Questions orales

Le dossier Opel

Questions jointes de :

- Mme Mia De Schamphelaere (CD&V) (n° P1564)
- M. Bruno Valkeniers (VB) (n° P1565)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1567)
- M. Ludo Van Campenhout (Open Vld) (n° P1568)
- M. Robert Van de Velde (LDD) (n° P1569)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1570)

Le dossier AB InBev

Questions jointes de :

- Mme Katrin Jadin (MR) (n° P1587)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) (n° P1588)
- Mme Camille Dieu (PS) (n° P1589)
- M. Hagen Goyvaerts (VB) (n° P1590)
- M. Hans Bonte (sp.a) (n° P1591)
- M. Eric Jadot (Ecolo-Groen!) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1592)

La situation en Haïti

Questions jointes de :

- M. Xavier Baeselen (MR) (n° P1571)
- M. Georges Dallemagne (cdH) (n° P1572)
- Mme Hilde Vautmans (Open Vld) (n° P1573)
- M. André Flahaut (PS) (n° P1597)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1598)
- Mme Juliette Boulet (Ecolo-Groen!) (n° P1599)
- M. Gerald Kindermans (CD&V) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1600)

La déontologie ministérielle

Questions jointes de :

- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) (n° P1574)
- M. Ben Weyts (N-VA) (n° P1575)
- M. Geert Versnick (Open Vld) (n° P1576)
- M. Bruno Tobback (sp.a) (n° P1577)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P1578)
- M. Gerolf Annemans (VB) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1579)

Les places mises à la disposition de Fedasil par la Régie des Bâtiments

Question de :

Mme Jacqueline Galant (MR) au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1596)

Les efforts du gouvernement fédéral contre la pauvreté

Question de :

M. Hans Bonte (sp.a) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1580)

Le relèvement du plafond d'indemnisation des volontaires des services de garde à domicile

Question de :

Mme Lieve Van Daele (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1581)

La vente d'alcool aux mineurs

Questions jointes de :

- Mme Katia della Faille de Leverghem (Open Vld) (n° P1582)
- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!) (n° P1583)
- Mme Catherine Fonck (cdH) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1584)

La priorité de la SNCB pour 2010

Question de :

Mme Linda Musin (PS) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1585)

Les médecins en formation

Questions jointes de :

- Mme Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!) (n° P1593)
- M. Daniel Bacquelaine (MR) au secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales (n° P1594)

Le succès du plan d'embauche Win-win

Question de :

Mme Camille Dieu (PS) au secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales (n° P1595)

La professionnalisation du corps des pompiers

Question de :

M. Michel Doomst (CD&V) à la ministre de l'Intérieur (n° P1586)

Éloge funèbre de Madame Georgette Brenez

Le président : Mme Georgette Brenez, membre honoraire de la Chambre, est décédée le samedi 9 janvier 2010 à Ath à l'âge de 80 ans.

Secrétaire régionale des Femmes prévoyantes socialistes, elle devint députée en 1974 pour l'arrondissement électoral de Tournai-Ath-Mouscron. Elle fut réélue à la Chambre à trois reprises et y siégea jusqu'en 1985.

Elle fut échevine à Ath pendant plus de vingt-trois ans.

Durant la carrière qu'elle accomplit sur les bancs de la Chambre, Mme Georgette Brenez témoigna d'un intérêt particulier pour la santé publique, la famille, la culture, l'emploi et la prévoyance sociale.

A l'issue de son mandat parlementaire, elle continua à s'investir dans la gestion de sa bonne ville de Ath dont elle devint bourgmestre de 1995 à 1997.

Mme Brenez était une femme résolue et particulièrement engagée pour la défense des droits de la famille et des acquis sociaux.

Au nom de la Chambre des représentants, je tiens à présenter à sa famille mes sincères condoléances.

Paul Magnette, ministre : Au nom du gouvernement, je me joins à l'hommage rendu à Mme Georgette Brenez, premier échevin honoraire d'Ath, ancienne députée, ancienne sénatrice. Nous avons appris son décès avec regret. Très jeune déjà, Mme Brenez avait été active dans la vie associative, politique et dans la lutte pour l'émancipation des femmes. Durant sa carrière, elle est restée une femme de terrain, à l'écoute de ses concitoyens.

Mme Brenez laisse dès lors un grand vide à Ath parmi les personnes pour qui elle s'est activement engagée tout au long de sa vie.

Nous adressons nos plus sincères condoléances à son époux, sa famille et ses nombreux amis.

Au nom du gouvernement, j'adresse mes condoléances à la famille.

L'Assemblée debout observe une minute de silence.

Commandant militaire du Palais de la Nation

Le président : Chers collègues, j'ai le plaisir de vous présenter le nouveau commandant militaire du Palais de la Nation, le lieutenant-général Jean-Marie Jockin.

Il a à son actif nombre de missions à la Force terrestre dont certaines à l'étranger.

Il est également aide de camp du Roi. Avec un homme d'une telle expérience, notre Palais est en de bonnes mains.

Général, je vous souhaite la bienvenue et une action fructueuse dans notre institution.

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) au ministre de la Défense sur « les critiques formulées par le chef d'état-major à propos des plans d'économies, de la restructuration, du service militaire volontaire et du clientélisme politique » (n° 405)
- M. Luc Sevenhans (N-VA) au ministre de la Défense sur « la lettre envoyée le 18 décembre 2009 par le CHOD aux commandants de corps » (n° 407)
(développées en réunion publique de la commission de la Défense nationale du 13 janvier 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 405/001)

- une motion de recommandation par Koen Bultinck (VB) et Bruno Stevenheydens (VB)
- une motion pure et simple par Ingrid Claes (CD&V), Liesbeth Van der Auwera (CD&V) et François Bellot (MR)

La motion pure et simple est adoptée par 85 voix contre 52

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Document parlementaire :

- 52 2371/001 (CHAMBRE)
4-1601/1 (SÉNAT) DU 19 JANVIER 2010

Rapport sur les dépenses électorales engagées par les partis politiques et les candidats individuels pour les élections des chambres législatives fédérales du 10 juin 2007.

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux :

- 804/1 DU 3 DÉCEMBRE 2009

Rapport de la visite d'études à la Centrale des armateurs d'Ostende le 28 septembre 2009.

- 793/3 DU 13 DÉCEMBRE 2009

Rapport sur la maternité de substitution (audition du 27 novembre 2009).

- 733/5 DU 17 DÉCEMBRE 2009

Rapport sur la révision du Traité du 31 mars 1965 relatif à la Cour de Justice Benelux.

- 805/1 DU 17 DÉCEMBRE 2009

Rapport de la visite du site Esch-Belval du 13 novembre 2009

Bulletin des questions et réponses :

- 52/089 DU 11 JANVIER 2010

Questions et réponses écrites

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).

Assemblées parlementaires internationales

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Benelux newsletter – Décembre 2009/4



**DÉLÉGATION À L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ
(ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE)**

Textes adoptés par l'Assemblée de l'UEO au cours de la 57^e session ordinaire,
Paris, 1-3 décembre 2009

Recommandations

- 842- Vers une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe ?
- 843- La sécurité européenne et le Moyen-Orient
- 844- La surveillance maritime européenne
- 845- La guerre en Afghanistan : les implications régionales
- 846- L'Union européenne et les missions de maintien de la paix des Nations Unies
- 847- Les développements en cours en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires
- 849- Renforcement de la base industrielle et technologique de défense européenne
- 850- Informations fournies par les Conseils de l'UE et de l'UEO sur la politique européenne de sécurité et de défense
- 851- Sécurité de l'Europe et élargissement : l'évolution de l'opinion publique

Résolution

- 137- Modèles et structures de coopération interparlementaire

Décision

- 30- Attribution des pouvoirs de présider aux présidents des délégations des parlements des États membres de l'UE

Les textes mentionnés et d'autres documents du Conseil de l'Europe peuvent être obtenus auprès du service des Affaires européennes et Relations interparlementaires du Sénat

Sonja Langenhaeck : 02/501.79.81
Secrétariat : 02/501.72.62
e-mail : sl@senate.be - lc@senate.be